



L'observateur
indépendant
du Fonds mondial

Observateur du Fonds mondial

LETTRE D'INFORMATION

Numéro 61 : 16 février 2018

OFM est une lettre d'information indépendante du Fonds mondial.

[OFM en direct >>](#)

[Site Aidspan >>](#)

[Contactez-nous >>](#)

AU SOMMAIRE :

1. ACTUALITÉS : [Instabilité politique, ressources en déclin et recrudescence de l'épidémie de paludisme contribuent à un contexte difficile pour les subventions du Fonds mondial au Burundi](#)

PAR DAVID GARMAISE

L'instabilité politique et les problèmes économiques persistants ont créé un contexte complexe pour la programmation au Burundi. Les subventions de lutte contre le paludisme et de lutte conjointe contre la tuberculose et le VIH récemment approuvées par le Conseil d'administration du Fonds mondial se heurtent à de nombreuses difficultés. Cet article résume les commentaires du Comité technique d'examen des propositions et du Comité d'approbation des subventions suite à leur examen des demandes de financement du Burundi.

2. ACTUALITÉS : [Il reste des défis à relever dans « la structure et le paradigme inhérents » du Fonds mondial, affirme une étude](#)

PAR DAVID GARMAISE

Selon une étude qui vient d'être publiée dans la revue *Globalization and Health*, malgré les réformes associées au nouveau modèle de financement, il reste des défis à relever dans « la structure et le paradigme inhérents » du Fonds mondial. L'absence de bureaux de pays a de nombreux effets négatifs en aval, affirment les chercheurs, notamment la dépendance aux partenaires dans les pays, et la coordination inefficace des activités dans les pays. La plupart des entrevues effectuées aux fins de l'étude ont été réalisées fin 2013.

3. ACTUALITÉS : [Les initiatives stratégiques du Fonds mondial se centrent sur les livrables et les résultats](#)

PAR DAVID GARMAISE

Treize des quatorze initiatives stratégiques du Fonds mondial sont en phase de mise en œuvre. D'après le Secrétariat, chaque initiative est « fortement axée » sur les livrables et les résultats. Les initiatives stratégiques, dont le budget s'élève à 194 millions de dollars, font partie des investissements à effet catalyseur du Fonds mondial.

4. ACTUALITÉS : [Nouveaux partenariats concernant le Fonds mondial annoncés à Davos](#)

PAR DAVID GARMAISE

La réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos (Suisse), fut l'occasion d'annoncer plusieurs partenariats concernant le Fonds mondial. Ont notamment été annoncés le lancement de l'initiative HER (HIV Epidemic Response ou Riposte à l'épidémie de VIH en français), un partenariat entre (RED) et Africains pour l'Afrique, ainsi que des partenariats entre le Fonds mondial et trois sociétés internationales du secteur privé. Le partenariat avec une de ces sociétés a provoqué une réaction d'organisations s'intéressant aux effets de l'alcool sur la santé publique.

5. ANNONCE : [Délai de réponse à l'enquête d'Aidspan prolongé](#)

PAR L'ÉQUIPE D'AIDSPAN

Le délai pour répondre à l'enquête sur la stratégie d'Aidspan a été prolongé jusqu'au 18 février 2018.

[HAUT](#)

ARTICLES :

1. ACTUALITÉS : Instabilité politique, ressources en déclin et recrudescence de l'épidémie de paludisme contribuent à un contexte difficile pour les subventions du Fonds mondial au Burundi

L'incidence du paludisme a doublé entre 2014 et 2016

David Garmaise

L'instabilité politique récente, combinée aux problèmes économiques persistants, a créé un contexte complexe pour la programmation au Burundi. Ce pays est l'un des cinq pays les plus pauvres au monde, et dépend fortement de l'aide extérieure pour financer son secteur sanitaire. Une tentative de coup d'État en mai 2015 a engendré une crise politique. La suspension de l'aide par les principaux donateurs suite à la crise a entraîné un déclin de 87 % des ressources extérieures, ce qui, à son tour, a mené à une diminution de 54 % du budget de la santé 2016.

Heureusement, le budget sanitaire du Burundi pour 2017 envisage une restauration significative du soutien des donateurs.

D'après le Secrétariat, la marge budgétaire limitée en matière de dépenses nationales, la forte dépendance au financement volatil des donateurs, les faiblesses en matière de gestion des finances publiques, les inefficacités au niveau des dépenses sanitaires, la protection sous-optimale offerte par la sécurité sociale, l'inadéquation de l'infrastructure et des ressources humaines face aux besoins sanitaires urgents au niveau communautaire sont autant d'obstacles majeurs pour la pérennité à long terme des programmes soutenus par le Fonds mondial.

Dans le cadre de ce contexte d'intervention difficile, le Fonds mondial opère sous le couvert de la politique de sauvegarde supplémentaire. Le 13 décembre dernier, le Conseil d'administration du Fonds mondial a approuvé pour le Burundi une subvention de lutte contre le paludisme (36,7 millions de dollars) et une subvention de lutte conjointe contre la tuberculose et le VIH (35,6 millions de dollars). Dans cet article, nous rapportons les commentaires du Comité technique d'examen des propositions (CTEP) et du Comité d'approbation des subventions (CAS) sur les demandes de financement présentées par l'instance de coordination nationale (ICN) du Burundi, en particulier en ce qui concerne la demande relative au paludisme.

PALUDISME

Le programme envisagé dans la demande de financement comporte une campagne de distribution à grande échelle de moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée (MIILD) en 2019, des activités de prise en charge des cas, la prise en charge intégrée des cas au niveau communautaire (PEC-C), la poursuite de l'intensification du traitement préventif intermittent pendant la grossesse et l'utilisation d'artésunate injectable pour traiter les cas de paludisme graves.

Le Burundi est depuis novembre 2015 touché par une épidémie de paludisme qui a entraîné un doublement du nombre de cas. Le but du plan stratégique national (PSN) 2013-2017 du Burundi est de réduire la morbidité et la mortalité liées au paludisme de 75 %. Selon le CTEP, alors que le programme national anticipait une réduction de 75 % de l'incidence de 2014 à 2017, celle-ci a doublé entre 2014 et 2016. « Le Burundi doit à présent s'attacher à inverser la tendance », a commenté le Comité.

Lors de son examen de la demande du Burundi, le CTEP a indiqué que le pays n'était pas en bonne voie pour obtenir les résultats et l'impact attendus pour sa subvention en cours. « Face à la situation épidémique pressante, il est nécessaire d'accroître le degré d'urgence et d'intensification des interventions. Le programme n'agit pas avec suffisamment de rapidité, en partie en raison des problèmes politiques et financiers complexes et [du] retard de signature des subventions », a déclaré le Comité.

Le CTEP a observé que la dernière distribution à grande échelle de MIILD remonte à 2014. La demande de financement précise que les MIILD sont distribuées tous les trois ans aux populations vulnérables, notamment aux établissements d'enseignement, aux camps militaires et d'unités de police ainsi qu'aux camps de réfugiés et de déplacés internes. Toutefois, ajoutait

le Comité, en raison du manque d'information, il n'est pas clair si ces distributions ont bien lieu. Le CTEP a par ailleurs fait remarquer que la demande de financement ne mentionne pas de distributions de routine de MIILD entre les campagnes de distribution à grande échelle.

Néanmoins, le Comité technique d'examen des propositions considère que la demande de financement est bien conçue et tient compte de ses commentaires antérieurs. « La stratégie de lutte contre le paludisme du Burundi est appropriée, mais au vu des troubles politiques et de l'aggravation actuelle de l'épidémie, les interventions doivent être mises en œuvre de manière plus rapide et urgente. »

Points forts de la demande de financement

Selon le Comité technique d'examen des propositions, la demande de financement est techniquement solide et centrée stratégiquement car elle repose sur le plan stratégique national. Il estime les interventions proposées « pertinentes et appropriées à la situation actuelle ».

Le Comité a signalé qu'une analyse des obstacles entravant l'accès aux services pour les populations clés a été réalisée, laquelle a permis de mettre au point des démarches programmatiques spécifiques, qui ont partiellement été mises en œuvre. Face au contexte actuel d'agitation politique, il sera nécessaire de mener des efforts soutenus pour atteindre ces populations, a indiqué le Comité.

Problèmes et préoccupations

Le Comité technique d'examen des propositions signale trois préoccupations principales :

- la lenteur des activités d'intensification ;
- l'attention insuffisante accordée aux populations vulnérables ; et
- le manque de compréhension des causes de la recrudescence de l'épidémie.

Examinons à présent chacun de ces problèmes.

Intensification

D'après le CTEP, le programme de lutte contre le paludisme s'est montré lent à mettre en œuvre les interventions financées précédemment, malgré l'incidence en hausse constante du paludisme, tendance apparente en 2014, selon lui.

« Il faut une démarche plus pressante, persistante et créative de déploiement et d'intensification des activités financées », a-t-il commenté. « Il est crucial d'assurer la disponibilité des traitements à tous les établissements de santé et d'améliorer la distribution des interventions préventives ». Le Comité estime également nécessaire d'élargir rapidement les interventions de pulvérisation intradomiciliaire d'insecticide à effet rémanent (PID) et de mettre en place des filières accélérées pour la distribution régulière de MIILD.

Le CTEP a demandé que, vers la fin de la première année de mise en œuvre de la subvention, l'instance de coordination nationale procède à un examen à mi-parcours du programme afin

d'évaluer si l'épidémie est maîtrisée et de prévoir des mesures d'atténuation en cas de situation similaire à l'avenir.

Résultat : Durant l'établissement de la subvention, l'équipe de pays s'est informée sur le plan de riposte auprès du programme national de lutte contre le paludisme pour s'assurer que les activités sont mises en œuvre de manière efficace et opportune. D'après les documents de subvention, elle suit les activités de près et travaille avec les partenaires et le gouvernement pour remédier aux goulots d'étranglement limitant la rapidité de mise en œuvre, ainsi que pour assurer le suivi des marchandises afin d'éviter les ruptures de stocks.

Populations vulnérables

Le Comité technique d'examen des propositions a fait remarquer que les troubles politiques font augmenter le nombre de réfugiés, de déplacés internes et de populations mobiles et migrantes, ainsi que de certaines populations sur chantier. Or, selon lui, il ne ressort pas clairement de la demande de financement si leurs besoins sont satisfaits.

Le Comité recommande l'élaboration de démarches et de stratégies innovantes pour atteindre ces populations, notamment au moyen de cliniques mobiles et de distributions régulières de moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée. Il recommande que les partenaires techniques consultent les pays voisins, en particulier le Rwanda et la Tanzanie, adjacents aux districts où l'incidence est la plus élevée, pour discuter de la situation actuelle du Burundi en termes de paludisme, vu que ces pays sont touchés de façon semblable par l'épidémiologie prévalant actuellement dans la région. Le CTEP recommande par ailleurs que le Secrétariat s'assure qu'un plan d'urgence est en place en vue de protéger les populations vulnérables au cas où la riposte prévue se verrait retardée.

Résultat : Les documents de la subvention indiquent que ce problème a été réglé durant l'établissement de la subvention, mais ils ne précisent pas comment.

Causes de la recrudescence de l'épidémie

Selon le Comité technique d'examen des propositions, les facteurs qui ont mené à l'augmentation des cas de paludisme ne sont pas connus, mais ils pourraient comprendre l'application insuffisante des stratégies de prévention et de lutte contre la maladie, la résistance aux insecticides, le manque d'accès aux traitements, l'inefficacité des traitements, la vulnérabilité due à l'insécurité alimentaire, les mouvements de population et des considérations d'ordre environnemental et climatique. Le Comité estime nécessaire de chercher les causes de l'épidémie, mais sans que cela retarde une riposte rapide.

Le CTEP recommande que l'ICN présente le plus vite possible une demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée (voir plus loin). Les fonds ainsi octroyés pourraient servir à mettre en œuvre une riposte meilleure et plus intense face à l'épidémie, et une partie des fonds pourrait être consacrée à une analyse de la situation post-épidémique. Le Comité recommande de réaliser une évaluation rigoureuse durant l'établissement de la subvention afin de comprendre les facteurs déterminants de l'épidémie.

Résultat : Cette problématique a été longuement débattue durant l'établissement de la subvention, et il a été conclu que les causes exactes de la recrudescence du paludisme au Burundi sont multiples et ne sont pas toutes connues. Les facteurs déterminants potentiels ont été identifiés avec le soutien de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Parmi ces facteurs figurent un manque de mesures de prévention (non disponibilité et faible usage des MIILD dans les ménages) et des facteurs environnementaux, comme l'extension des rizières et le changement climatique. Une enquête sur l'efficacité thérapeutique qui a débuté en septembre 2017 fournira des informations supplémentaires. Une analyse de situation post-épidémique sera en outre réalisée en 2018 avec le soutien de l'OMS, laquelle collectera des données additionnelles sur les causes de l'épidémie, évaluera le niveau de mise en œuvre du plan de riposte et formulera des recommandations appropriées.

Demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée

L'instance de coordination nationale a présenté une demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée, qui comprend a) la pulvérisation intradomiciliaire d'insecticide à effet rémanent dans les districts prioritaires, b) l'utilisation de MIILD pour combler les lacunes d'ici à la campagne de distribution à grande échelle de 2019, c) le renforcement du système de surveillance au travers de la mise en place d'un système d'information géographique, associé au suivi hebdomadaire des cas de paludisme, et d) le renforcement de l'analyse des données pour permettre de prendre des décisions rapides face aux situations d'urgence et de comprendre les causes sous-jacentes de la recrudescence inhabituelle des cas de paludisme.

Autres problèmes

Le Comité d'approbation des subventions a également pris note du déficit potentiel pour parvenir à la couverture nationale en MIILD (approximativement 466 000 moustiquaires sur un total de 7,0 millions, ce qui représente 7 % des besoins aux fins de la campagne de distribution à grande échelle), ainsi que des 182 000 moustiquaires nécessaires pour les groupes spéciaux (par ex. internats, hôpitaux, prisons). Le Secrétariat a indiqué que ce déficit de MIILD, dont la valeur s'élève à environ 1,5 million de dollars, sera suivi de près et que les gains d'efficacité identifiés durant la mise en œuvre de la subvention seront réinvestis de manière à combler les lacunes.

Le CAS a mis en avant la nécessité de procéder à des pulvérisations intradomiciliaires d'insecticide à effet rémanent dans 11 districts admissibles, dont les quatre couverts par le Fonds mondial au titre de la période de mise en œuvre précédente. Il s'est dit inquiet des déficits de financement potentiels en matière de PID à partir de 2018, et souligne la contribution cruciale de la pulvérisation intradomiciliaire pour ramener le paludisme sous le seuil d'épidémie.

Cofinancement

Le gouvernement a engagé 16,8 millions de dollars, satisfaisant ainsi aux exigences de cofinancement. Cependant, a commenté le Comité d'approbation des subventions, les situations économique, budgétaire et politique compromettent de manière significative le respect de cet engagement.

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

Dans son rapport, le Comité d'approbation des subventions dit approuver le passage de bénéficiaires principaux nationaux au PNUD, « étant donné les difficultés majeures de gouvernance rencontrées par le passé ». Le PNUD gèrera à la fois la subvention TB/VIH et la subvention paludisme. La décision de changer de bénéficiaires principaux paraît émaner du Secrétariat plutôt que de l'instance de coordination nationale. D'après les informations d'Aidspan, il semblerait du reste qu'elle ait provoqué un certain désarroi parmi les parties prenantes au Burundi.

Le Comité d'approbation des subventions a également indiqué que le portefeuille sera ramené de cinq subventions à deux, les programmes nationaux faisant office de sous-bénéficiaires, tout en fournissant des mécanismes efficaces permettant à l'avenir aux organisations de la société civile de prendre en charge la mise en œuvre d'activités.

De plus, la nouvelle structure de mise en œuvre permettra des réductions significatives des compléments de salaire – de 90 % pour le programme de lutte contre le paludisme et de 85 % pour le programme conjoint TB/VIH.

TB/VIH

Le Comité d'approbation des subventions a souligné le soutien et la collaboration critiques avec les partenaires multilatéraux et bilatéraux et la société civile dans le pays. Il a aussi évoqué la nécessité de maintenir l'engagement et l'assistance technique durant la mise en œuvre de la subvention, en particulier dans quatre domaines clés :

- élaboration d'une stratégie nationale en matière de laboratoires, notamment concernant la mise en œuvre de l'intensification des tests de charge virale ;
- amélioration de l'accès et de la couverture du dépistage virologique chez les nourrissons nés de mères séropositives ;
- assurer la qualité des interventions pour les populations clés, notamment des liens entre les activités de prévention et les services de dépistage et de traitement du VIH ; et
- plan global de gestion de la chaîne d'approvisionnement pour le pays, notamment en matière d'entreposage et de distribution jusqu'au dernier kilomètre.

Prenant note des graves contraintes budgétaires, le CAS a exprimé son inquiétude quant au risque de pénuries d'antirétroviraux si le pays venait à adopter la stratégie « dépister et traiter » dans toutes les provinces et si les contributions publiques au financement des antirétroviraux ne se concrétisent pas. La mise en œuvre de la stratégie de dépistage et traitement dans toutes les provinces pourrait entraîner un déficit de financement des antirétroviraux d'environ 3 millions de dollars. Selon le Comité, l'audit de la cohorte VIH, dont les résultats étaient attendus fin 2017, déterminera le nombre de personnes sous antirétroviraux et permettra de calculer avec une plus grande exactitude les déficits de financement.

Le Comité d'approbation des subventions a indiqué que le Secrétariat et les partenaires mènent des discussions stratégiques avec le gouvernement concernant des mesures et étapes concrètes

visant à garantir la contribution du gouvernement aux achats d'antirétroviraux à compter de 2018. Il a en outre signalé que l'ICN prévoit de soumettre une demande de financement hiérarchisée au-delà de la somme allouée décrivant les besoins en antirétroviraux pour prendre en charge les nouveaux patients, qui pourraient être financés si des ressources additionnelles sont libérées.

SRPS

Le Comité technique d'examen des propositions a commenté « avec satisfaction » que les investissements dans la mise en place de systèmes résistants et pérennes pour la santé (SRPS) sont intégrés dans les trois composantes de maladie de manière synergique et cohérente.

La stratégie comprend des investissements dans les domaines suivants :

- élargissement des services de soins primaires au moyen des agents de santé communautaires et d'un système d'orientation des patients ;
- mise en œuvre d'un paquet minimum défini d'activités pour les centres de santé ; et
- déploiement du logiciel d'information sanitaire du niveau des districts et des hôpitaux au niveau communautaire.

L'instance de coordination nationale a affecté 10 % du budget global aux activités SRPS.

Souhaitez-vous réagir à cet article (ou à tout autre article de l'OFM) ? Pour envoyer un commentaire à l'éditeur, veuillez cliquer [ici](#). **Vos commentaires nous sont précieux.**

[HAUT](#)

2. ACTUALITÉS : Il reste des défis à relever dans « la structure et le paradigme inhérents » du Fonds mondial, affirme une étude

« L'absence de bureaux de pays a de nombreux effets négatifs en aval »

David Garmaise

Malgré les réformes associées au nouveau modèle de financement, il reste des défis à relever dans « la structure et le paradigme inhérents du Fonds mondial ». L'absence de bureaux de pays a de nombreux effets négatifs en aval, notamment la dépendance sur les partenaires dans les pays, et la coordination inefficace des activités dans les pays.

Ce sont là quelques-unes des principales conclusions d'une étude menée par une équipe de chercheurs sous la direction d'Ashley Warren, de l'Institut tropical et de santé publique suisse et d'autres institutions de Suisse et [publiée](#) dans la revue *Globalization and Health* en décembre 2017.

La recherche avait pour objectif de comprendre comment le Fonds mondial était perçu par des parties prenantes clés à Maputo (Mozambique), et comment les récentes réformes étaient vécues par les parties prenantes au Mozambique ainsi que par les parties prenantes du Fonds mondial à Genève (Suisse). Les données ont été collectées dans le cadre d'une étude plus vaste sur l'influence des donateurs émergents dans le développement sanitaire.

Trente-huit entrevues – toutes en personne sauf une – ont été réalisées avec des personnes basées à Maputo et à Genève. Parmi les répondants de Maputo figuraient des agents locaux du Fonds, des instances de coordination nationale, des bénéficiaires principaux et des sous-bénéficiaires. À Genève, les personnes interrogées étaient des membres du Secrétariat et du Conseil d'administration du Fonds mondial. Des partenaires multilatéraux et bilatéraux ont également participé, dont certains basés à Maputo et d'autres à Genève.

***Note de la rédaction :** L'interprétation des résultats de l'étude comporte une limite de taille : bien que les résultats n'aient été publiés que récemment, la plupart des entrevues ont été réalisées il y a plus de quatre ans, fin 2013 (cinq des entrevues réalisées à Genève datent de la mi-2015). Nous estimons néanmoins que l'étude soulève des questions intéressantes.*

Équipes de pays

L'étude a révélé qu'en raison des faibles capacités de gestion et d'absorption au Mozambique, les visites des équipes de pays ne suffisaient pas à assurer la totalité du suivi stratégique requis. D'après les répondants, les équipes de pays étaient surchargées de travail, et n'offraient de ce fait pas toujours une voie de communication efficace ; trop dépend d'une seule personne, le gestionnaire de portefeuille du Fonds, et les équipes de pays sont déconnectées des réalités sur le terrain.

Selon un répondant dans le pays, « l'expérience disponible au sein de l'équipe dépend du pays. [...] Le personnel est surchargé et débordé, et il n'est pas rare que des personnes prennent des congés prolongés. Cela a engendré des lacunes nuisibles dans la communication. »

Bien que la plupart des personnes interrogées aient indiqué que les visites plus fréquentes dans les pays dans le cadre du nouveau modèle de financement étaient une bonne chose, un employé du Secrétariat a exprimé un point de vue contraire : « Les pays se plaignent aussi que les équipes de pays leur rendent visite trop souvent. Il n'y a pas suffisamment de temps pour faire des progrès entre les visites, ils travaillent constamment pour préparer la prochaine visite, et cela augmente le stress lié au temps. »

« Le Fonds mondial ne publie pas l'information sur son site Web pour communiquer largement avec les parties prenantes, y compris au niveau des pays. Il s'appuie sur les gestionnaires de portefeuille et les membres des équipes de pays. »

— Répondant de la société civile

Coordination dans les pays

Il ressort de l'étude que bien que les décideurs à Genève reconnaissent la coordination dans les pays comme cruciale pour la réussite de la mise en œuvre, et que d'autres acteurs dans les pays seraient favorables à l'engagement du Fonds mondial, à ce jour il n'y a pas d'exigences institutionnelles de coordination formelle. Au moment des entrevues, indiquent les chercheurs, le Fonds mondial n'avait pas de représentation cohérente dans les groupes de coordination dans les pays, en dépit de l'accent mis sur le financement en fonction des résultats.

Le Mozambique possède un Groupe des partenaires de santé, qui se réunit tous les mois et rassemble tous les acteurs qui soutiennent le secteur de la santé, y compris les représentants de la société civile. De plus, affirment les chercheurs, de nombreux organes de coordination ont été créés en réponse aux difficultés d'absorption du pays. Parmi ces organes figurent le G19, un groupe de donateurs bilatéraux qui fournissent un appui sectoriel et se coordonnent entre eux, le Conseil national de lutte contre le sida et NAIMA+, un réseau d'ONG actives dans le domaine du VIH et de la santé.

« Cependant, comme il n'est pas présent dans le pays, le Fonds mondial lui-même ne participe pas aux organes de coordination », ajoutent les chercheurs. « Un engagement avec le Groupe des partenaires de santé améliorerait considérablement la compréhension du Fonds mondial des activités au niveau du pays, dans la mesure où cet organe de coordination est un centre d'échange d'information sur les activités de chaque partenaire. »

Partenariats

Les partenaires dans le pays apportent un soutien plus que nécessaire aux bénéficiaires des subventions du Fonds mondial, écrivent les chercheurs, « mais les rôles, responsabilités et obligations de rendre des comptes doivent être clairement définis pour la réussite du partenariat à long terme ».

Comme l'a exprimé un employé du Secrétariat : « Le gros problème est essentiellement que, depuis la création du Fonds mondial, les partenaires techniques sont très importants, ce sont eux qui sont présents sur le terrain... et la plupart des pays dépendent de l'assistance technique et des orientations de ces partenaires techniques. [...] Cela fonctionne déjà très bien dans certains pays, et moins bien dans d'autres. Et le défi consiste à parvenir à une plus grande cohérence [...] qualité d'assistance technique... »

D'après les chercheurs, le degré de soutien externe requis pour la réussite du Fonds mondial a engendré un débat sur le principe de reddition de comptes. « À qui les prestataires d'assistance technique... doivent-ils rendre des comptes ? », demandent-ils. Pour un membre du Conseil d'administration, « l'aspect le plus difficile du modèle du Fonds mondial est le modèle de partenariat. [Le Fonds] dépend du soutien des partenaires, mais n'a aucun contrôle sur eux. [...] Je crois que nous devons découvrir en quoi devrait consister cette relation. »

Financement en fonction des résultats

Des personnes interrogées tant au Mozambique qu'en Suisse ont fait part de leur inquiétude concernant la combinaison de a) la faiblesse du Secrétariat du Fonds mondial en terme de

présence dans le pays, de suivi stratégique et d'orientations, et b) des exigences strictes et pesantes en matière de suivi et d'évaluation dans le cadre du financement en fonction des résultats. Selon les chercheurs, les principes du financement en fonction des résultats sont mieux compris à Genève qu'à Maputo, où ils semblent avoir été éclipsés par le fardeau administratif pesant sur les bénéficiaires principaux. « Tant que les pays ne s'approprient pas pleinement ce processus et ne seront pas habilités par la finalité du financement en fonction des résultats », affirment les chercheurs, « celui-ci continuera probablement d'être perçu comme un fardeau administratif et identifié comme une exigence cloisonnée des donateurs.

Capacité de réforme

De nombreux répondants ont qualifié la capacité à se réformer du Fonds mondial comme l'une des principales caractéristiques de l'organisation. « [Le] Fonds mondial a démontré en 10 ans être capable de se renouveler », a commenté un répondant issu d'une organisation multilatérale.

« Globalement, le Fonds mondial tire les leçons de ses erreurs », a pour sa part déclaré un membre du Conseil d'administration. « [Il] a mené à bien sa réforme en un an. C'est une « organisation apprenante », qui navigue dans un océan de forces contraires et est fermement engagé envers sa mission. »

Bien qu'un grand nombre des réformes ne se soient pas encore attaquées aux inquiétudes sur le modèle global du Fonds mondial, affirment les chercheurs, les répondants semblent regarder au-delà de cette transformation initiale. Ils ont précisé que bien que leurs commentaires soient critiques envers le Fonds mondial, ils admirent le travail de ce dernier.

Commentaire d'Aidspan :

L'absence de présence dans les pays a des inconvénients évidents, comme l'ont indiqué les chercheurs. Ce qu'ils n'ont pas mentionné dans leur article est le fait qu'une présence dans les pays supposerait des coûts considérables.

Lorsque nous l'avons invité à commenter une ébauche de cet article, Seth Faison, Directeur de la communication, a souligné que depuis sa création, le Fonds mondial a évité la présence dans les pays pour deux raisons principales : premièrement, parce qu'il croyait au principe d'appropriation par les pays, selon lequel les spécialistes locaux sont les mieux à même de diriger le travail de mise en œuvre. Deuxièmement, parce que le Fonds était d'avis qu'en limitant tout le personnel à un bureau à Genève, il pourrait maximiser le financement disponible pour les subventions et minimiser les frais de fonctionnement.

« Si le Fonds mondial mettait en place une présence dans les pays bénéficiaires de subventions significatives », a expliqué M. Faison, « il devrait probablement augmenter ses dépenses de fonctionnement de manière significative. De combien dépendrait évidemment de l'ampleur de la présence dans le pays, mais s'il autorise un certain degré de présence dans les pays, on lui en demandera sans doute davantage. »

[HAUT](#)

3. ACTUALITÉS : Les initiatives stratégiques du Fonds mondial se centrent sur les livrables et les résultats

Treize des quatorze initiatives sont en phase de mise en œuvre

David Garmaise

Pour la mise en œuvre de ses initiatives stratégiques, le Secrétariat a veillé à ce que chaque initiative soit « fortement axée » sur les livrables et les résultats, avec une solide responsabilisation quant à leur réalisation, a indiqué un porte-parole du Stratégique.

« Pour toutes les initiatives stratégiques, le déblocage des fonds est subordonné à la réalisation, par les entités chargées de la mise en œuvre, de livrables vérifiables objectivement et ouvrant la voie à l'obtention des résultats attendus », a indiqué à Aidsplan Peter Hansen, directeur du Département des conseils techniques et des partenariats.

Les initiatives stratégiques, l'une des trois sources de financement de la réserve d'investissements à effet catalyseur de 800 millions de dollars, ont un budget de 194 millions de dollars. Les deux autres sources – les démarches (ou approches) multipays et les fonds de contrepartie – ont un budget respectif de 250 millions et de 356 millions de dollars. (La répartition des 800 millions de dollars a changé plusieurs fois depuis l'annonce initiale des investissements à effet catalyseur.)

Il y a 14 initiatives stratégiques distinctes (voir le tableau ci-après pour les détails).

Sur le budget total de 194 millions de dollars, des initiatives d'une valeur de 153 millions de dollars ont été approuvées par le Comité d'approbation des subventions (CAS) et sont actuellement en phase de mise en œuvre. Une initiative – le **Fonds d'encouragement à l'innovation** – est encore en phase d'élaboration. Le Fonds d'urgence (20 millions de dollars) ne nécessite pas l'approbation du CAS ; ces fonds passent par le Comité exécutif de gestion des subventions et sont administrés par la Division de la gestion des subventions.

Sur le total de 194 millions de dollars, un peu moins de 50 millions sont gérés par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) au titre d'un accord de coopération et de financement [annoncé](#) par le Fonds mondial. Lorsqu'il a approuvé le financement des initiatives stratégiques, le Conseil d'administration a ordonné que pour trois des initiatives – **Identification des cas de tuberculose manquant à l'appel**, **Pilotage de la mise en service du vaccin antipaludéen RTS,S** et **Préqualification des médicaments et des produits de diagnostic *in vitro*** – le financement soit confié à l'OMS. Le Secrétariat a également demandé à l'OMS de fournir son appui technique pour l'initiative stratégique **Élimination du paludisme** et pour certains volets de trois initiatives stratégiques relatives aux systèmes résistants et pérennes pour la santé (SRPS).

Tableau : Liste des initiatives stratégiques du Fonds mondial

Nom et objectif	Budget total (en millions de \$)	Montant approuvé par le CAS (en millions de \$)
TB : Identification des cas de tuberculose manquant à l'appel S'attaquer aux obstacles spécifiques entravant l'identification des cas de tuberculose manquant à l'appel ; élaborer des approches novatrices afin d'accélérer l'identification des cas ; mettre les approches et les outils à l'échelle	10	10
PALUDISME 1 : Élimination du paludisme Accélérer les efforts dans 21 pays afin d'atteindre la Stratégie technique mondiale de lutte contre le paludisme et éliminer le paludisme dans au moins 35 pays d'ici à 2030	7	7
PALUDISME 2 : Favoriser la mise sur le marché de nouvelles moustiquaires à imprégnation durable Introduire les nouvelles technologies en Afrique afin de contrer la menace de la résistance aux insecticides (conjointement avec 33 millions de dollars de fonds de contrepartie pour catalyser l'entrée sur le marché des nouvelles MILD)	2	1
PALUDISME 3 : Pilotage de la mise en service du vaccin antipaludéen RTS,S Contribuer à l'élaboration d'une recommandation politique mise à jour de l'OMS sur l'utilisation du vaccin antipaludéen RTS,S/AS01 pour les jeunes enfants en Afrique subsaharienne	15	15
SRPS 1 : Communauté, droits et genre S'appuyer sur les progrès réalisés en matière de consolidation de la participation de la société civile et des communautés les plus touchées par les trois maladies dans les procédures du Fonds mondial	15	15
SRPS 2 : Pérennité, transition et efficacité Accélérer la mise en œuvre de la Politique du Fonds mondial en matière de pérennité, de transition et de cofinancement	15	15
SRPS 3 : Soutien technique, Sud-Sud, examen et apprentissage par les pairs Soutenir les systèmes de santé et la programmation efficace de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme	14	14
SRPS 4 : Systèmes de données, production et utilisation des données Renforcer les systèmes d'information sanitaire et la surveillance ; permettre aux systèmes des pays de recueillir, de communiquer et d'utiliser les données ; soutenir l'impact des programmes, les évaluations thématiques et les examens épidémiologiques	20	20
Gestion des achats et des stocks 1 : Diagnostic et planification Renforcer le diagnostic et la planification des pays ; aider les pays à utiliser les méthodologies et outils permettant d'évaluer les systèmes de gestion des achats et des stocks ; soutenir les pays dans l'analyse des données et la planification des systèmes	20	20
Gestion des achats et des stocks 2 : Fonds d'encouragement à l'innovation Appuyer la recherche, l'établissement et l'expérimentation de modèles de systèmes de gestion des achats et des stocks ; appuyer la mise au point de nouveaux outils et orientations pour évaluer les systèmes de gestion des achats et des stocks ; promouvoir l'adoption de technologies modernes de gestion des achats et des stocks	10	0
Gestion des achats et des stocks 3 : Développement des ressources locales Appuyer le renforcement des capacités dans les pays pour l'élaboration et la mise en œuvre d'orientations et de meilleures pratiques nationales ; appuyer la collaboration et le partage d'information entre les pays	12	12
Gestion des achats et des stocks 4 : Préqualification des médicaments et des produits de diagnostic <i>in vitro</i> Garantir que les produits satisfont aux normes internationales en matière de qualité, de sécurité et d'efficacité	12	2

Groupe technique de référence en évaluation : Évaluation prospective des pays Documenter les résultats des programmes financés par le Fonds mondial et partager les enseignements tirés	22	22
Fonds d'urgence Soutenir la mise à disposition et la continuité des services primordiaux de prévention et de traitement de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme pendant les situations d'urgence qui ne peuvent pas être financées uniquement grâce à la reprogrammation des subventions existantes	20	S/O
Total	194	153

Le Fonds mondial a signé des accords avec l’OMS, le partenariat Halte à la tuberculose et Faire reculer le paludisme. Dans le cas de deux initiatives stratégiques – **Élimination du paludisme** et **Identification des cas de tuberculose manquant à l’appel** – les accords établissent un lien direct entre le financement et l’enregistrement d’améliorations mesurables des résultats sanitaires au niveau des pays. Pour l’initiative **Élimination du paludisme**, l’OMS ne recevra l’intégralité des fonds que si les pays identifiés comme étant prioritaires franchissent des jalons mesurables sur la voie de l’élimination du paludisme, basés sur la réduction du nombre de cas. Pour l’initiative **Identification des cas de tuberculose manquant à l’appel**, l’OMS et Halte à la tuberculose ne recevront l’intégralité des fonds que si 1,5 million de cas supplémentaires de tuberculose manquant à l’appel sont identifiés dans les 13 pays visés par l’initiative (Afrique du Sud, Bangladesh, Inde, Indonésie, Kenya, Mozambique, Myanmar, Nigeria, Pakistan, Philippines, RDC, Tanzanie et Ukraine).

Les premiers rapports intérimaires sont attendus des partenaires techniques à la fin du mois.

Aidspan a publié d'autres articles sur l'initiative stratégique Communauté, droits et genre dans le numéro 326 du Global Fund Observer, disponibles (en anglais) [ici](#) et [ici](#).

[HAUT](#)

4. ACTUALITÉS : Nouveaux partenariats concernant le Fonds mondial annoncés à Davos

David Garmaise

La réunion annuelle du Forum économique mondial, qui s’est tenue du 23 au 26 janvier 2018 dans la localité suisse de Davos, fut l’occasion d’annoncer plusieurs partenariats auxquels le Fonds mondial est partie.

Ont notamment été annoncés le lancement de l’initiative HER, un partenariat entre (RED) et A4A, ainsi que des partenariats entre le Fonds mondial et trois sociétés internationales du secteur privé. Le partenariat avec une de ces sociétés a provoqué une réaction d’organisations s’intéressant aux effets de l’alcool sur la santé publique (voir plus loin).

Initiative HER

Le Fonds mondial et plusieurs partenaires ont lancé une nouvelle initiative visant à encourager le secteur privé à soutenir les programmes qui s'attaquent au VIH dans 13 pays africains où le virus fait courir un risque disproportionné aux adolescentes et aux jeunes femmes.

Chaque semaine, le VIH infecte près de 7 000 filles et jeunes femmes, pour la plupart en Afrique de l'Est et en Afrique australe. La population des 15-24 ans d'Afrique a doublé depuis 1990. Dans les pays les plus durement touchés, les filles représentent plus de 80 pour cent de l'ensemble des nouvelles infections à VIH au sein de la population adolescente.

Selon un [communiqué de presse](#) du Fonds mondial, le futur Directeur exécutif, Peter Sands, a fait l'annonce de l'initiative HER – HIV Epidemic Response ou Riposte à l'épidémie de VIH en français – lors de la Rencontre sur les objectifs mondiaux, qui s'inscrivait dans le cadre du Forum économique mondial.



« Les avancées que nous avons réalisées contre le sida en une génération sont incroyables », a déclaré Peter Sands. « Pourtant, une grave menace pèse sur ces progrès si nous ne nous attaquons pas de front aux difficultés que rencontrent les adolescentes et les jeunes femmes. »

Parmi les partenaires dont l'engagement a été annoncé par M. Sands, nous retrouvons The Coca-Cola Company, Standard Bank, Unilever et ViiV Healthcare, de même que (RED)[®], qui développera ses activités en Afrique. (Voir plus loin pour plus de détails sur les partenariats avec (RED) et Unilever.)

Selon le communiqué de presse, avec la campagne HER, les partenaires disposent d'une plateforme qui leur permet d'apporter une contribution sous diverses formes, dont les suivantes :

- moyens financiers pour accélérer les programmes de prévention du VIH qui ont l'impact le plus marqué ;
- compétences en nature pour aider les pays à tester de nouvelles démarches et à mettre en œuvre des programmes novateurs conçus pour répondre aux besoins des adolescentes et des jeunes femmes ;
- appui à HER Voice, un fonds qui contribue à faire en sorte que les filles et les jeunes femmes puissent faire valoir leur avis dans les principales enceintes décisionnaires (voir l'[article du numéro 323 de la version anglaise de l'OFM](#)) ; et
- sensibilisation des salariés et des clients.

Le Fonds mondial indique sur son [site](#) que l'initiative HER a fixé l'objectif de réduire de 58 pour cent en cinq ans le nombre de nouvelles infections chez les adolescentes et les jeunes femmes dans les 13 pays africains visés par l'initiative, à savoir l'Afrique du Sud, le Botswana, le Cameroun, le Lesotho, le Kenya, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, l'Ouganda, le Swaziland, la Tanzanie, le Zimbabwe et la Zambie.

L'initiative a été inspirée par le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR) et par le partenariat DREAMS, « qui a permis de mieux faire comprendre, à l'échelle internationale, l'ampleur de la tâche qui consiste à aller au-devant des adolescentes et des jeunes femmes pour réduire les risques que le VIH fait peser sur elles », peut-on lire sur le site.

Le Fonds mondial entend obtenir des moyens supplémentaires au cours des cinq prochaines années pour élargir les programmes de prévention du VIH destinés aux adolescentes et aux jeunes femmes. L'initiative HER vise à soutenir le genre de programmes susceptibles de changer durablement la situation des adolescentes et des jeunes femmes, tels que les programmes suivants :

- programmes complets, adaptés aux adolescents, qui proposent une éducation à la sexualité, des préservatifs, une prophylaxie pré-exposition et des services de dépistage du VIH – le tout en dehors de toute forme de rejet social ou de discrimination ;
- préparation à la vie courante, développement des compétences financières et éducation aux droits, ce qui permet de donner aux filles et aux jeunes femmes les moyens de défendre elles-mêmes leur santé et leur bien-être ; et
- mesures d'encouragement financier, réseaux de pairs, mentorat et autres programmes de protection sociale – y compris de prévention de la violence basée sur le genre – afin de soutenir les filles jusqu'au terme de leur parcours scolaire.

+++++

Partenariat entre (RED) et A4A

(RED)[®] — également connu sous le nom (PRODUCT) RED — a annoncé un nouveau partenariat opérationnel avec Africains pour l'Afrique (A4A) visant à gagner de nouvelles sociétés basées en Afrique à la cause de la lutte contre le sida. Le partenariat s'attachera à inciter les sociétés à générer des fonds pour lutter contre le VIH au travers du Fonds mondial.

Deb Dugan, PDG de RED, a annoncé le partenariat au Forum économique mondial, indiquant que le développement des activités de (RED) en Afrique serait appuyé par ses partenaires existants, The Coca-Cola Company et SAP.



Un [communiqué de presse](#) de (RED) cite les paroles de M. Dugan : « Douze ans se sont écoulés depuis la présentation de (RED) ici, à Davos. Ayant contribué plus de 500 millions de dollars au Fonds mondial et touché plus de 110 millions de personnes, (RED) entame à présent sa prochaine étape majeure – mettre à profit la puissance et l'ingéniosité des sociétés, organisations et consommateurs africains pour en finir avec le sida. »

Comme l'a commenté Peter Sands, « C'est plus que jamais le moment de mobiliser l'économie africaine pour en finir avec cette épidémie. Nous sommes extrêmement reconnaissants à (RED), qui explore constamment de nouvelles voies et met en relief notre partenariat public/privé pour sauver des millions de vies ».



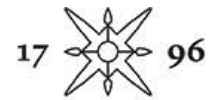
[Africains pour l'Afrique](#) est un fonds d'investissement social à impulsion africaine conçu pour générer des investissements permettant d'accélérer le rythme du développement durable. Julie Essiam, partenaire fondatrice d'A4A, a commenté ainsi l'annonce : « Nous sommes emballés par notre nouveau partenariat avec (RED). C'est tout à fait le type de modèle ingénieux et entrepreneurial qui convient à l'innovation africaine. Il est plus urgent que jamais de tirer parti de la puissance du secteur privé pour nous aider à mener jusqu'au bout la lutte contre le sida sur le continent africain et dans le reste du monde ».

+++++

Partenariats avec trois sociétés internationales du secteur privé

Des partenariats entre le Fonds mondial et trois des sociétés privées les plus importantes à l'échelle mondiale dans leur domaine respectif – Lombard Odier, HEINEKEN et Unilever – ont également été annoncés à Davos. Christoph Benn, Directeur des relations extérieures du Fonds mondial, a fourni des détails sur ces partenariats dans un [blog](#) paru dans la rubrique OPINIONS du site Web du Fonds mondial — de même que l'ont fait les sociétés concernées dans des communiqués de presse sur leurs sites.

Lombard Odier, une société de gestion d'actifs et de banque privée fondée en Suisse, et le Fonds mondial ont annoncé un partenariat stratégique visant à ouvrir au secteur privé de nouvelles possibilités de contribuer à l'action du Fonds mondial, tout en tenant compte du besoin qu'ont les investisseurs d'atteindre leurs objectifs financiers. À titre d'exemple, ce partenariat étudiera les structures qui permettent aux investisseurs de céder une part des bénéfices qu'ils obtiennent grâce à leurs investissements en capitaux. Comme le faisait [remarquer](#) Patrick Odier, Associé-gérant senior du Groupe Lombard Odier : « Les investisseurs n'ont plus à choisir entre performance et bonne action. Atteindre ces deux objectifs en même temps devient possible. »



LOMBARD ODIER
INVESTMENT MANAGERS

Le Fonds mondial et HEINEKEN, société de brasserie d'envergure mondiale, ont conclu un partenariat pour combattre les maladies infectieuses en Afrique. Selon M. Benn, HEINEKEN mettra à disposition ses compétences en matière de logistique et de communication pour aider le Fonds mondial à mieux atteindre certaines populations spécifiques qui sont davantage exposées au risque de VIH, de tuberculose et de paludisme. Ainsi, HEINEKEN enverra ses spécialistes en chaîne d'approvisionnement



faire équipe avec les logisticiens du Fonds mondial afin de mettre en commun leurs compétences en matière de prévision de la demande et de contrôle de la qualité en cours d'expédition. À l'échelon local, HEINEKEN appuiera les efforts déployés dans les pays d'Afrique où la société est implantée afin d'améliorer l'efficacité de la distribution jusqu'au dernier kilomètre, qui vise à faire en sorte que les établissements de soins de santé et les patients des zones reculées puissent obtenir les bons produits. C'est déjà ce qui se passe en République démocratique du Congo, en Afrique du Sud et au Nigeria. L'annonce d'HEINEKEN est disponible [ici](#) (en anglais).

Unilever, multinationale fabriquant des produits alimentaires et d'autres biens de consommation basée à Londres et à Rotterdam, unira ses forces à celles du Fonds mondial en vue d'améliorer l'efficacité des programmes de santé, de réduire le nombre d'infections et de sauver des vies en luttant contre le VIH et le paludisme dans certains pays d'Afrique (notamment l'Afrique du Sud et le Nigeria) et d'Asie (entre autres l'Inde et le Bangladesh). Selon les explications de M. Benn, le partenariat appuiera l'action menée dans les domaines suivants : programmes de prévention du VIH qui se concentrent sur les adolescentes et les jeunes femmes ; programmes de prise en charge des cas de paludisme, en particulier pour les enfants de moins de cinq ans, axés sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène ; initiatives de consolidation de la chaîne d'approvisionnement dans le but de mettre en place une capacité à l'échelle du pays et des réseaux de distribution plus efficaces ; et conception de programmes davantage axés sur le patient. Unilever et le Fonds mondial sont convenus d'investir chacun cinq millions de dollars à l'appui de ces activités au cours des trois prochaines années. L'annonce d'Unilever est disponible [ici](#) (en anglais).



« Les sociétés privées disposent d'un large éventail de compétences et de capacités susceptibles de renforcer l'action du secteur public en matière de lutte contre les maladies. Cela va de la gestion des données et de la logistique de la chaîne d'approvisionnement aux campagnes de sensibilisation en passant par la mise en place de services technologiques et financiers novateurs », écrit M. Benn dans son blog. « Le partenariat public/privé est inscrit depuis toujours dans l'ADN du Fonds mondial. L'expérience nous montre que nous n'agissons jamais mieux que quand des entreprises collaborent avec des gouvernements, des organisations internationales, des bailleurs de fonds et des organismes caritatifs pour étendre la portée des programmes et leur garantir un impact plus marqué. »

Réactions au partenariat conclu avec HEINEKEN

Selon un [article](#) de l'agence de presse *Reuters*, l'annonce du partenariat conclu avec HEINEKEN a suscité des réactions de la part de trois organisations s'intéressant aux effets de l'alcool sur la santé publique — IOGT International, la Global Alcohol Policy Alliance et la NCD Alliance.

Dans une lettre adressée au futur Directeur exécutif, Peter Sands, à la Directrice exécutive par intérim, Marijke Wijnroks et à la Présidente du Conseil d'administration, Aida Kurtović, les trois organisations se disent « profondément inquiètes de ce partenariat et de ses conséquences pour la santé mondiale ». Elles évoquent « les dangers que supposent des partenariats avec des producteurs et négociants de produits dangereux tels que l'alcool », citant l'alcool comme « un facteur de risque majeur aussi bien face à la tuberculose que face au VIH/sida ».

Les trois organisations estiment que « les partenariats avec l'industrie des boissons alcoolisées sont lourds de conflits d'intérêts inhérents. Les sociétés multinationales produisant et commercialisant de manière agressive des boissons alcoolisées s'appuient sur les effets néfastes de l'alcool pour promouvoir leurs ventes et leurs bénéfices ».

Seth Faison, Directeur de la communication du Fonds mondial, a fourni à Aidspan les commentaires suivants sur la lettre ouverte :

« Le modèle de partenariat du Fonds mondial soutient des démarches novatrices et visionnaires, nécessaires pour réaliser les objectifs ambitieux d'éradication des épidémies. L'engagement et les compétences du secteur privé font partie de la solution. Pour mettre un terme aux épidémies, nous devons surmonter les difficultés du « dernier kilomètre », qui peuvent empêcher des produits sanitaires vitaux de parvenir dans les cliniques reculées. Un nouveau partenariat entre Heineken et le Fonds mondial permet aux spécialistes en chaîne d'approvisionnement de Heineken de transmettre leurs connaissances aux logisticiens du Fonds mondial en vue d'améliorer la chaîne d'approvisionnement. Mi-2017, la direction du Fonds mondial a étudié les risques et les avantages du partenariat avec Heineken avant de l'entériner. Le Fonds mondial est conscient des inquiétudes sur le rôle de l'alcool dans la santé publique, et est arrivé à la conclusion que le bilan positif d'Heineken en matière de sida et de consommation responsable justifie les travaux de partenariat sur la chaîne d'approvisionnement. »

[IOGT International](#) est une organisation qui promeut un style de vie sans alcool ni autres drogues. La [Global Alcohol Policy Alliance](#) est un réseau d'organisations non gouvernementales et d'employés d'organismes de santé publique qui diffusent des informations sur les problèmes liés à l'alcool et militent en faveur de politiques relatives à l'alcool fondées sur des données probantes et « non influencées par les intérêts commerciaux ». La [NCD Alliance](#) est un réseau mondial regroupant 2 000 organisations de la société civile consacrées à la prévention des maladies non transmissibles et à la lutte contre celles-ci.

[HAUT](#)

5. ANNONCE : Délai de réponse à l'enquête d'Aidspan prolongé

Équipe Aidspan

Très cher lecteur de l'OFM,

Nous tenons à remercier toutes celles et tous ceux qui ont répondu à l'[enquête sur la stratégie d'Aidspan](#). Nous encourageons ceux d'entre vous qui n'en ont pas encore eu l'occasion à le faire. Dans cet esprit, le délai a été prolongé jusqu'au **dimanche 18 février**. Le questionnaire, disponible en anglais et en français, prend environ cinq minutes et les réponses resteront anonymes et confidentielles.

Il est important que nous puissions savoir ce que vous, lecteurs de l'Observateur du Fonds mondial, pensez des réalisations d'Aidspan et sur quelles questions Aidspan devrait se concentrer de façon prioritaire (dans le cadre de l'OFM ou de façon plus générale).

Vos réponses et vos commentaires sont précieux pour nous aider à développer une nouvelle stratégie 2018-2022.

Cliquez [ici](#) pour accéder à l'enquête sur la stratégie d'Aidspan en français et [ici](#) pour accéder à l'enquête d'Aidspan en anglais.

Merci à vous,

Ida Hakizinka
Directrice exécutive

[HAUT](#)

Ceci est le numéro 61 de la lettre d'information de l'Observateur du Fonds mondial (OFM). Pour nous faire parvenir des commentaires, des suggestions de sujets ou des remarques, vous pouvez écrire au rédacteur en chef, David Garmaise (david.garmaise@aidspan.org). Pour vous abonner à l'OFM, rendez-vous sur www.aidspan.org. Les articles sont également disponibles en anglais.

La lettre d'information indépendante et gratuite de l'OFM couvre l'actualité du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et offre analyses, commentaires et opinions. (<http://www.theglobalfund.org/fr/>).

Aidspan (www.aidspan.org) est une ONG internationale basée à Nairobi, au Kenya, dont la mission est d'agir comme un observateur indépendant du Fonds mondial et de fournir des services qui peuvent profiter à tous les pays désireux d'obtenir un financement du Fonds et d'en faire un usage efficace. Aidspan se finance grâce aux subventions des gouvernements et des fondations. Aidspan n'accepte aucun financement de la part du Fonds mondial, ne fournit aucun travail rémunéré de consultance et son contenu est gratuit. Le Conseil d'administration et le personnel du Fonds mondial n'ont aucune influence sur le contenu de l'OFM ni sur aucune des autres publications d'Aidspan, et ne sont aucunement responsables de ces contenus.

La lettre d'information de l'OFM est disponible en anglais et en français.

Rédacteur en chef de l'OFM : David Garmaise (david.garmaise@aidspan.org). Directrice exécutive d'Aidspan : Ida Hakizinka (ida.hakizinka@aidspan.org).

La reproduction des articles de la lettre d'information est autorisée avec la mention : « Source : lettre d'information de l'Observateur du Fonds mondial (www.aidspan.org/gfo), un service d'Aidspan ».

Pour vous désabonner, cliquez [ici](#).

© 2018 Aidspan. Tous droits réservés.

[HAUT](#)